

Fonds pour les Femmes Congolaises

Rapport Annuel

2018





Fonds pour les Femmes Congolaises

Mot d'introduction de Mme Julienne LUSENGE, Directrice du Fonds pour les Femmes Congolaises.

Le Fonds pour les Femmes Congolaises est la réponse au souci de nombreuses organisations féminines travaillant à la base d'accéder au financement au profit des femmes et jeunes filles congolaises. Nous sommes heureux de vous présenter notre rapport annuel 2018, qui résume les différentes activités réalisées.

De nombreux facteurs favorisent encore la faible participation des femmes dans l'exercice de leurs droits politiques,

civiques, économiques et sociaux à l'échelle nationale et locale en République Démocratique du Congo « RDC », entre autre les pesanteurs socio culturelles, les stéréotypes, la faible mise en œuvre des différents instruments juridiques nationaux et internationaux en l'occurrence

« la loi portant mesure de mise en œuvre de la parité », la faible autonomie financière des femmes et leur accès restreint aux moyens de production notamment à la terre. Cela limite considérablement leur implication dans la vie politique et en tant que citoyenne active du pays. Les activités réalisées par le FFC étaient donc orientées dans ce sens pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la femme et de la jeune fille en RDC.



Malgré le contexte politique et sécuritaire instable, cette année fut très active en activités pour le FFC.

Au cours de l'année 2018, nous avons techniquement et financièrement appuyé 60 projets des organisations des femmes et des jeunes filles en République Démocratique du Congo dans six domaines d'interventions à savoir :

Leadership féminin et participation politique des femmes et jeunes filles; lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre ; les négociations de paix ; l'autonomisation des femmes ; la justice climatique et environnement ; et VIH/SIDA et santé de la reproduction.

Hormis l'octroi des subventions, le FFC a également organisé des sessions de renforcement des capacités, des rencontres d'échanges d'expériences et

des bonnes pratiques en faveur des femmes et des jeunes filles de la RDC ainsi que des missions de plaidoyer pour demander la mise en application effective des instruments juridiques de protection des droits des femmes et des jeunes filles.

En dépit de toutes les difficultés liées à la mise en œuvre du cadre légal et autres instrument juridique, le taux de participation politique des femmes dans les instances de prise des décisions, est passé de 9% à 10% soit de plus que la dernière législature à l'assemblée nationale



et au niveau des assemblées provinciales, **le taux est passé de 6% à 9% soit une augmentation de 3%**. Quoique peu flatteur, ces chiffres représentent une lueur d'espoir quant à la participation des femmes aux instances de prise des décisions lors des élections municipales et locales.



CONTEXTE GENERAL

Contexte politique et sécuritaire

La République Démocratique du Congo a été au cœur de son processus électoral historique sur l'alternance politique depuis l'indépendance en 1960. Cependant, la tension politique était très vive en raison du maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat est expiré depuis fin 2016.

40.287.387
ÉLECTEURS
DONT 51% SONT
DES FEMMES

Des élections devaient se tenir avant la fin de l'année 2017





51% SONT DES FEMMES

Des élections devaient se tenir avant la fin de l'année 2017, mais à cause des contraintes liées aux temps et moyens financiers, selon les déclarations officielles, la date a été repoussée à plusieurs reprises après des concertations politiques tenues en décembre 2016 et en janvier 2017. Celles-ci ont conduit à la signature de l'accord de la Saint Sylvestre, qui a permis de mettre en place un gouvernement de cohésion nationale. Pendant que les deux parties poursuivaient les modalités de l'accord de la Saint Sylvestre, la population civile avait organisé des marches pour réclamer la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016, ces manifestations du 21 Janvier et 25 février 2018 ont donné lieu à des violences qui ont fait plusieurs victimes.

Par contre, La Commission Électorale Nationale Indépendante « CENI » poursuivait le processus électoral, elle a clôturé l'opération de la révision du fichier électoral et enregistrement des électeurs lancé depuis le 31 Juillet 2016 au Nord-Ubangi. Après nettoyage du fichier électoral par la CENI, qui a présenté le 06 Avril 2018 les statistiques du fichier électoral de l'opération d'identification et d'enrôlement d'électeurs à 40.287.387 électeurs dont 51% sont des femmes, soit 20 546.567. (cfr rapport AETA). L'organe en charge des élections avait ensuite procédé à la convocation de l'électorat, du dépôt des candidatures, des contentieux relatifs au dépôt des candidatures, la publication du nouveau calendrier fixant les trois scrutins présidentiel, législatif et provincial au 23 décembre 2018, de la campagne électorale et du déroulement des scrutins.



Sur le plan sécuritaire, des zones d'insécurité persistent toujours par la présence des groupes armés nationaux et étrangers dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri et Tanganyika. Dans la province du Nord Kivu, le groupe armé terroriste ADF-NALU a commis encore plus d'atrocités dans le territoire de Beni, mais aussi des groupes armés Mai-Mai sont toujours présents dans le territoire de Rutshuru, Masisi, Walikale et Lubero, y a eu des forts mouvements des populations occasionnant des tueries, des viols, d'enlèvement. Dans la province du Sud Kivu, la présence de plusieurs groupes armés burundais entre autre FNL (Forces Nationales de Libération du Burundi) dans la plaine de la Ruzizi et dans le territoire de Fizi sont à la base de l'insécurité en commettant d'actes terroristes envers les usagers routiers et autres populations civiles. Dans la ville de Bukavu, l'insécurité demeure toujours par des meurtres qui visent des populations civiles.

UNE FEMME CANDIDATE

Conformément au calendrier électoral, la CENI avait lancé du 24 Juin au 08 Août 2018 l'ouverture des bureaux de réception et traitement des candidatures pour l'actualisation des candidatures à la députation provinciale, la députation nationale et les candidatures aux élections présidentielles. A cet effet, la CENI avait enregistré 21 candidats aux élections présidentielles avec 3 favori dont 1 de la majorité et 2 de l'opposition. Signalons que parmi les 21 candidats présidents de la république qui ont compétés à l'élection présidentielle, figurait une femme en la personne de Marie Joséé IFOKU. Cependant, la campagne électorale lancée du 22 Novembre au 21 Décembre 2018, ne s'est pas déroulée dans l'accalmie. Elle était entachée des irrégularités, des répressions par la force des manifestants de certains candidats et le refus d'accès des certains candidats dans certains coins pour battre campagne et la décision du gouverneur de la province de Kinshasa de clôturer la campagne bien avant la date de clôture.

Alors que la CENI avait lancé la campagne électorale, la machine à voter proposé par cette dernière demeurait toujours un point de discorde entre les différents acteurs politiques, et à trois jours des scrutins présidentiels et législatifs, l'organe en charge des élections a au travers un communiqué de presse informé la population de l'exclusion des circonscriptions électorales de Beni ville, Beni territoire, Butembo en province du Nord Kivu et Yumbi en province de Mai Ndombe pour des raisons d'insécurité et de la prévalence de l'épidémie à virus Ebola. Les élections tant attendu ont enfin eu lieu le 30/décembre/2018 avec la machine à voter et avec l'exclusion des territoires de Beni, de Butembo et de Yumbi.



A proximity
Fund for
CONGOLESE
WOMEN

**AVANCEMENT DU CADRE LÉGAL EN
MATIÈRE**

du

Genre

**EN 2018 LE SENAT DE LA RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO
A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI
PORTANT SUR LES MODALITÉS
D'APPLICATION DES DROITS DE
LA FEMME ET DE LA PARITÉ
FEMME-HOMME**

LE FONDS POUR LES FEMMES CONGOLAISES A POURSUIVI SON APPUI AUX ORGANISATIONS FÉMININES DE LA BASE. A CET EFFET, TROIS APPELS À PROJETS AVAIENT ÉTÉ LANCÉS :

1. DANS LE CADRE DES PROJETS SPÉCIFIQUES DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX JEUNES FILLES EN MILIEUX SCOLAIRES.
2. DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DE LA PLATEFORME DES FEMMES SUR L'ACCORD D'ADDIS-ABEBA POUR LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION.
3. AINSI QUE DANS LA PARTICIPATION DES FEMMES ET JEUNES FILLES AU PROCESSUS ÉLECTORAL ET PRÉVENTION DES CONFLITS ÉLECTORAUX.



PROJET SOUTENU

60
PROJETS

PROJET SOUTENU

16
PROJETS

LEADERSHIP
FEMININ ET LA
PARTICIPATION
POLITIQUE DES
FEMMES ET
JEUNES FILLES

7
PROJETS

AUTONOMISATION
DE LA FEMME ET
DE LA JEUNE FILLE



PROJET SOUTENU

4

PROJETS

ACCÈS AUX
RESSOURCES
NATURELLES ET
DROITS À LA TERRE

3

PROJETS

JUSTICE
CLIMATIQUE ET
PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT

24

PROJETS

LUTTE
CONTRE LES
VIOLENCES
SEXUELLES

4
PROJETS

NEGOCIATION DE PAIX

2
PROJETS

LA PREVENTION DE LA MALADIE À VIRUS EBOLA DANS LA REGION DE BENI



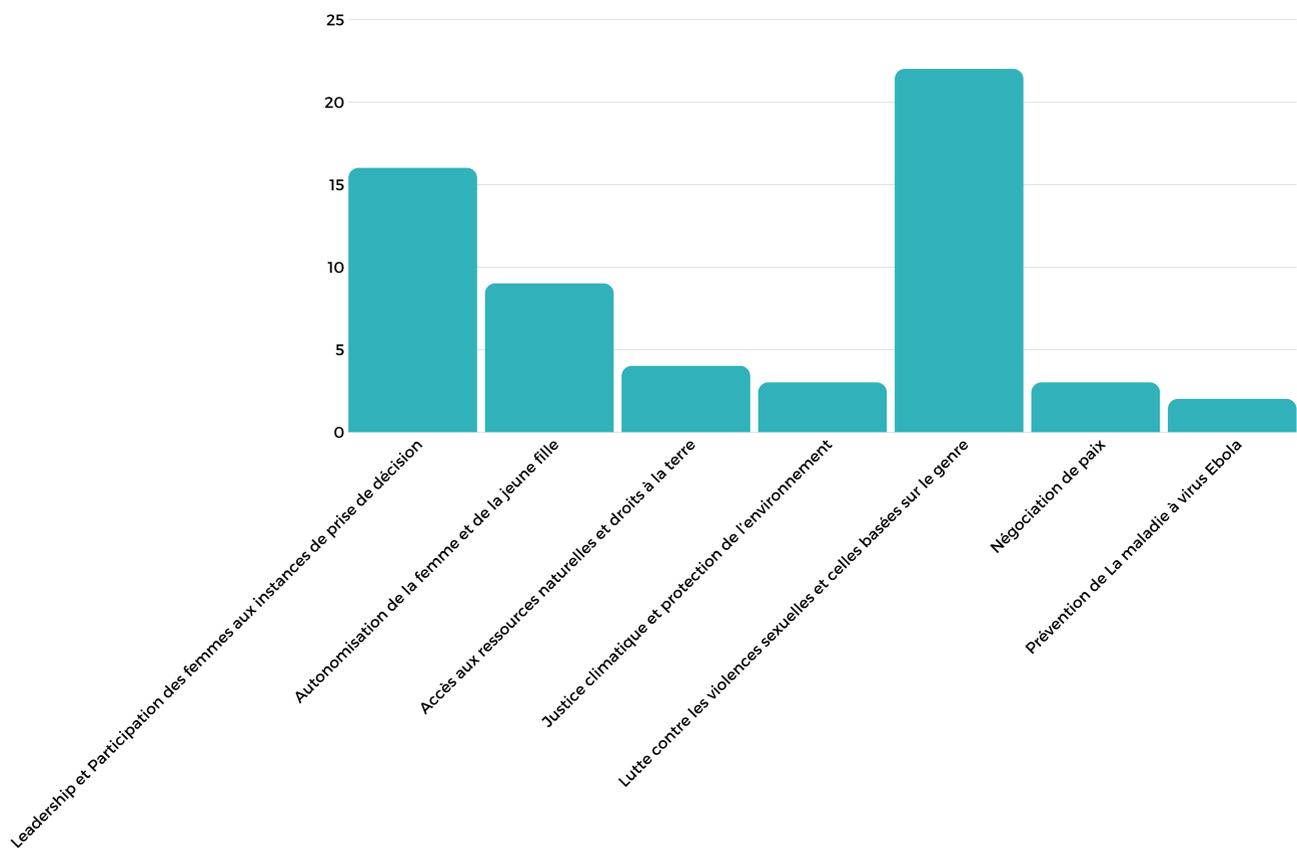
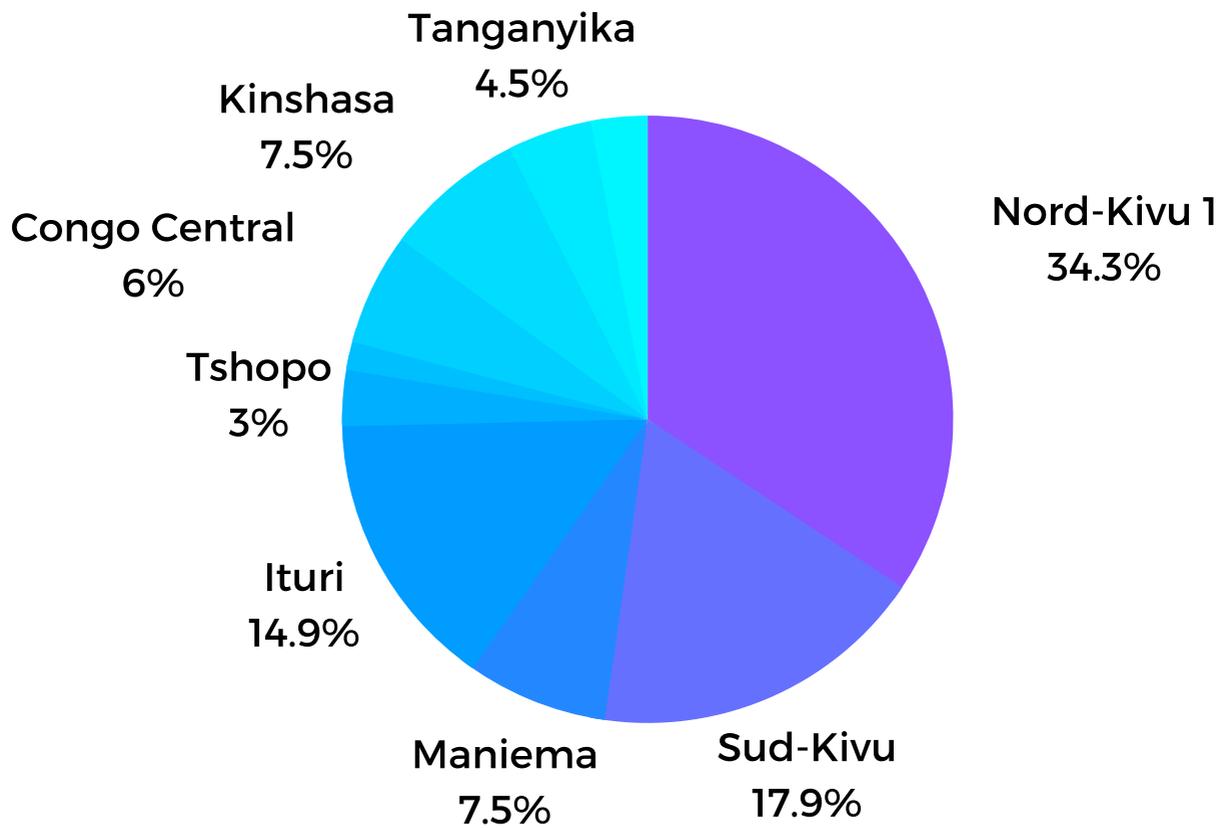
BUDGET MOBILISATION DES FONDS

\$1, 304, 844, 65



STATISTIQUES

Les graphes et tableaux ci-dessous nous donne plus de détails des organisations dont les projets ont été appuyés selon les provinces et les thématiques.



**LUTTE CONTRE LES
VIOLENCES SEXUELLES
ET CELLES BASÉES SUR
LE GENRE**



LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES FAITES À LA JEUNE FILLE DANS LES MILIEUX SCOLAIRES DE KALEMIE DANS LA PROVINCE DE TANGANYIKA.

l'association WAPANDAJI a poursuivi son projet de « Lutte contre les violences sexuelles faites à la jeune fille dans les milieux scolaires de Kalemie dans la province de Tanganyika ». Hormis les 25 filles formées lors du précédent projet qui ont mis en place le système d'alerte composé des jeunes filles qui luttent contre les violences sexuelles et qui sont devenues des références en matière de lutte contre les violences sexuelles.

LES CLUBS SCOLAIRES

L'organisation Wapandaji en a formé 25 autres filles points focaux de 3 écoles sur la loi portant mesure de répression contre les violences auxquelles les jeunes filles font face et les instruments juridiques de protection des droits des femmes et de la jeune fille. Elles se sont engagées à lutter contre les violences faites aux filles en milieu scolaire. L'organisation Wapandaji en collaboration avec les autorités scolaires et élèves ont mis en place 5 clubs scolaires dans 5 écoles. Les élèves membres de ces clubs ont déjà sensibilisé 387 élèves et enseignants et ont identifiés deux cas d'abus sexuel qui ont été référés auprès des instances compétentes.



Les élèves membres de ces clubs ont déjà sensibilisé 387 élèves et enseignants et ont identifiés deux cas d'abus sexuel qui ont été référés auprès des instances compétentes

- Les démarches se poursuivent pour que les bourreaux soient arrêtés. Les filles points focaux s'étaient rendues à l'école Katarina Beni pour sensibiliser les enseignants sur la question de lutte contre les violences sexuelles. Cette activité a eu lieu sur demande des autorités scolaires de l'école Katarina Beni.
- L'organisation Wapandaji avait également documenté un autre cas de mariage précoce et forcé, d'une famille qui voulait marier leur fille âgée de 17 ans, les points focaux ont informé le maire de la ville, et ce dernier a annulé ce mariage. Il a donné l'ordre aux parents de laisser la fille poursuivre calmement ses études, ce qui a été fait.

FORMATION DE 20 FEMMES SUR LA FABRICATION DES FOYERS AMÉLIORÉS ET BOULES DES BRAISES

L'ORGANISATION PLATEFORME DES
FEMMES DU NORD-KIVU POUR UN
DEVELOPPEMENT ENDOGENE ANTENNE DE
KINSHASA « PFND » A MIS EN ŒUVRE « LE
PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES
DE LA COMMUNE DE LA NSELE DANS LA
VILLE PROVINCE DE KINSHASA ».

**Les gains obtenus leurs
permettent de payer le loyer
mensuel de leurs maisons, de
scolariser et payer les soins
médicaux de leurs enfants ainsi
d'assurer leur autonomisation.**





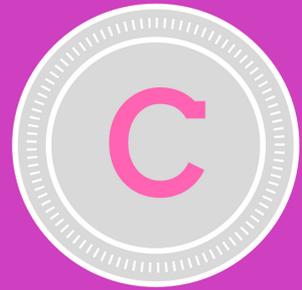
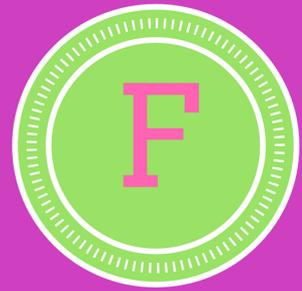
ORGANISATION ELEAIS

LEADERSHIP FÉMININ ET PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DE PRISES DES DÉCISIONS

« Appui à la prévention et gestion des conflits électoraux dans 3 Communes du District de Mont-Amba, Ville de Kinshasa en RD Congo »

Projet exécuté par ELAEIS qui a réussi à mettre en place 6 Comités Electoraux de Paix « CEP en sigle » qui s'occupent de la prévention et de la gestion pacifique des conflits électoraux dans leurs milieux respectifs, à savoir les 3 communes du district de Mont-Amba (Lemba, Kisenso et Matete) dans la ville-province de Kinshasa. Il avait pour objectif d'atténuer les conflits électoraux parmi la population dans les 3 communes citées ci-haut avant, pendant et après les élections présidentielle, législatives et Provinciales. Elaeis avait commencé par renforcer les capacités de 30 femmes et jeunes filles sur la gestion des conflits électoraux.

Les 30 femmes et jeunes filles formées sont devenues médiatrices et membres de ces comités électoraux de paix qui ont à leur tour sensibilisé 2400 personnes dans les 3 communes cibles, à travers les causeries éducatives orientées à la non-violence dans le contexte électoral. Ensuite vient les trois rencontres d'échanges et de plaidoyer entre les autorités municipales et les leaders communautaires de trois communes ci haut-citées. En outre, les six CEP ont géré quinze cas des conflits électoraux.





JUSTICE CLIMATIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les deux digesteurs permettent aux 32 ménages d'accéder à l'énergie et à la cuisson, de diminuer également la consommation des charbons des braises en vue de contribuer à la protection de l'environnement.

Le Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC) avait soutenu le projet portant sur la promotion de l'accès aux ressources naturelles à l'énergie renouvelable de 32 ménages (femmes) dans les quartiers urbano-ruraux de Turunga, territoire de Nyiragongo, Province du Nord-Kivu. Avec l'appui du FFC, L'organisation « Ligue pour la Solidarité Congolaises » LSC en sigle » a formé 32 femmes et filles sur la maintenance des digesteurs à base de bio gaz et de l'utilisation de l'énergie renouvelable



Deux digesteurs ont été construits dans le quartier de Turunga et les femmes et filles formées assurent la maintenance de ces digesteurs. Ces deux digesteurs permettent aux 32 ménages d'accéder à l'énergie et à la cuisson, de diminuer également la consommation des charbons des braises en vue de contribuer à la protection de l'environnement.

Une mission d'expérimentation et de visite guidée a été organisée avec l'organisation bénéficiaire(LSC) dans la ville de Gisenyi au Rwanda. Il s'agissait d'aller voir la mise en place des gros biogaz, leur maintenance et le réseau de distribution de l'énergie produite.

Le Fonds pour les Femmes Congolaises, a co-organisé avec l'association « Je change pour le Climat » en dates du 05 au 07 Juin 2018 la première conférence nationale de l'économie du climat tenue à Kinshasa capitale de la RDC, ce forum a réuni le ministre d'état au plan, le ministre d'état à l'économie nationale, le ministre des affaires étrangères, le directeur adjoint du cabinet du chef de l'état, les sénateurs, les parlementaires, 300 décideurs du secteur public et privés et 170 experts, scientifiques, délégués des institutions publiques et divers acteurs économiques formels et informels. Les échanges ont tourné au tour de cinq thématiques choisies pour la circonstance à savoir, Forêt Agriculture, Énergie, Infrastructure, et Habitat. Ce grand forum a permis d'élaborer le cadre général d'une stratégie d'action, de financement et de gouvernance, du secteur privé, des communautés et acteurs informels en vue de la transformation économique de la RDC dans un modèle endogène innovant, inclusif et faible en carbone. Au cours de cette conférence, la Directrice du FFC a eu à partager l'expérience du FFC dans la contribution de la protection de l'environnement, atténuation et adaptation au changement climatique.




ASANTE
MATONDI
THANK YOU
MERCI



ACRONYMES

AFD: ACTION DES FEMMES POUR LES DROITS ET LE DÉVELOPPEMENT

AGIR : ACTION GENRE ET INITIATIVES DE RENFORCEMENT

AGNK: ASSOCIATION DES GUIDES DU NORD KIVU

AFELMA: ASSOCIATION DES FEMMES ÉLEVEUSES DU MANIEMA

ALEFEM: ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION DES FEMMES ET ENFANTS DE MINES

AMDP: ASSOCIATION DES MAMANS DÉPLACÉES POUR LA PAIX

APRU: ACTIONS POUR LA PROMOTION RURALE

ASOFFE: ACTION DE SOLIDARITÉ DES FEMMES POUR LA FEMME ET L'ENFANT

ASS MAPENDO: ASSOCIATION MAPENDO

AW: ASSOCIATION WAPANDAJI

ATK: ASSOCIATION TUVENGE KWETU MANIEMA

CAFED: COLLECTIF DES ASSOCIATIONS FÉMININES POUR LE DÉVELOPPEMENT

CAF/M: COLLECTIF DES ASSOCIATIONS FÉMININES DE MASISI

CCJT: COALITION CONGOLAISE JUSTICE TRANSITIONNELLE

CEFI: CENTRE D'ENCADREMENT DES FEMMES DE L'ITURI

CENCO: CONFÉRENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO

CENI: COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE

CEP: COMITÉS ELECTORAUX DE PAIX

CEPROF: CENTRE POUR LA PROMOTION FÉMININE

COEDEV: COOPÉRATION EDUCATION AU DÉVELOPPEMENT



COFE: COLLECTIF DES FEMMES DE LA PROVINCE ORIENTALE DÉMEMBRÉE

DHBO: DROIT HUMAIN BONNE GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT

DYFEGOU: DYNAMIQUE DES FEMMES POUR LA BONNE GOUVERNANCE

EFIM: ENCADREMENT DES FEMMES INDIGÈNES ET DES MÉNAGES VULNÉRABLES

ELAEIS/ASBL: ELEAIS ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF

FESO: FEMMES SOLIDAIRES

FFC: FONDS POUR LES FEMMES CONGOLAISES

FJC: FEMMES JURISTES DU CATARACTE

FNL: FORCES NATIONALES DE LIBÉRATION DU BURUNDI

FUPROS: FEMMES UNIES POUR LE PROGRÈS SOCIAL

GAD: GENRE ACTIF POUR UN DEVENIR MEILLEUR DE LA FEMME

GEP/TUMAINI: GROUPE D'ÉLEVEURS ET DE PRODUCTEURS AGRICOLES/TUMAINI

ISANDA: INITIATIVE DE SECOURS ALIMENTAIRE NORMAL ET DU DÉVELOPPEMENT

JMLD: JEUNES MÉTHODISTES

LSC: LIGUE POUR LA SOLIDARITÉ CONGOLAISE

MIFA: MINISTÈRE DE LA FEMME EN ACTION

NDJF: NOUVELLE DYNAMIQUE DE LA JEUNESSE FÉMININE

PFND/KIN: PLATEFORME DES FEMMES DU NORD-KIVU POUR UN DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE/KINSHASA

